

LE NOUVEL ACADEMICIEN LISANT SON DISCOURS DANS LEQUEL IL FAIT, SUIVANT L'USAGE, L'ELOGE DE SON PREDECESEUR M. HENRY ROUJON

M. Louis Barthou, ancien ministre et député des Basses-Pyrénées, s'est assis pour la première fois, hier, sous la Coupole en qualité d'académicien. Élu au fauteuil de M. Henry Roujon, il a prononcé l'éloge de celui-ci. M. Maurice Donnay, directeur en exercice, lui a répondu. Voici : 1. M. d'Haussonville; 2. M. René Bazin; 3. M. Maurice Barrès; 4. M. René Doumic; 5. M. Paul Deschanel; 6. M. Denys Cochin; 7. M. Bigourdan; 8. M. Bergson; 9. M. de La Gorce; 10. M. Poincaré; 11. M. Louis Barthou; 12. M. Pierre Loti; 13. M. Ribot; 14. M. Boutroux; 15. M. Maurice Donnay; 16. M. Frédéric Masson.

AU CONGRES DU QUAI D'ORSAY

AUJOURD'HUI RÉUNION
DU CONSEIL DE GUERRE

Les dispositions qui se manifestent à l'heure actuelle en Allemagne font que des résolutions importantes seront prises par l'Entente.

Le Conseil suprême de guerre interallié, qui se tiendra aujourd'hui, à 2 h. 30, à la place du comité de paix, avec la participation du maréchal Foch, aura des résolutions importantes à prendre.

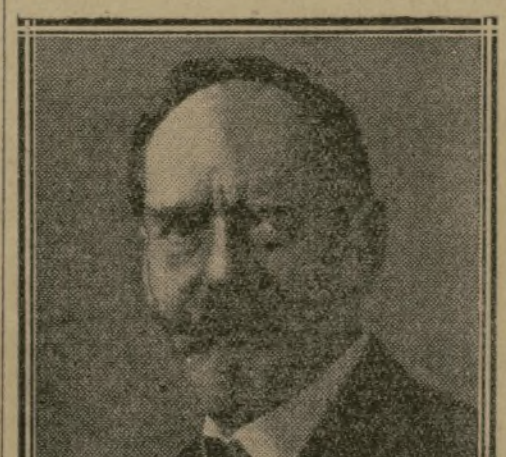
L'Assemblée constituante allemande s'est réunie hier à Weimar. Les dispositions qui se manifestent en Allemagne, et qui ne manquent pas d'éclater au Parlement, n'échappent pas à l'attention des Alliés. Le ministre des Affaires étrangères, comte Brockdorff-Rantzau, cet ancien diplomate impérial que les socialistes allemands laissent absolument libre de conduire sa politique comme il l'entend, a déjà annoncé son programme : pas d'autre paix qu'une paix de conciliation, défense de l'Est contre les Polonais, annexion de l'Autriche allemande, protestation contre tout empiètement sur le territoire de l'Empire. C'est une renaissance de l'orgueil national allemand et le signe qu'il ne faut pas tarder davantage à s'occuper de l'Allemagne, sous peine, pour les Alliés, de se voir, un jour prochain, en présence de nouvelles difficultés.

Le danger de procéder à une démobilisation hâtive, avant que des préliminaires de paix eussent été établis, est ainsi apparu. Les Allemands ont calculé que, si les forces militaires de l'Entente continuaient à décroître avec la même rapidité, ils auraient bientôt une armée presque aussi nombreuse que la nôtre et qu'ils pourraient prétendre traiter d'égal à égal. C'est ce qui les a enhardis depuis ces jours derniers, surtout vis-à-vis de la Pologne.

Le Comité de guerre s'occupera donc des problèmes de la démobilisation

spontanée en fonction de l'occupation de la rive gauche du Rhin et des affaires polonaises. D'ailleurs, l'armistice devant être renouvelé le 17 février, des précautions particulières pourront être prévues et arrêtées à l'égard de l'Allemagne.

Une nouvelle répartition des contingents qui occupent les parties de l'Asie Mineure destinées à être détachées de



VOLFGANG HEINE
dont on prévoit la nomination à la présidence de la Constituante allemande

l'empire ottoman sera examinée, ainsi que les mesures à prendre au point de vue naval pour le renouvellement de l'armistice, notamment en ce qui concerne les sous-marins.

En somme, la question d'Allemagne domine toutes les autres, et les Alliés, après l'avoir délaissée, s'y trouvent ramenés par la force des choses.

L'EXPOSÉ DES DÉLÉGUÉS DU HEDJAZ
DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Officiel, 6 février (soir). — Le président des Etats-Unis, les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France, d'Italie, et les représentants du Japon ont tenu séance cet après-midi, à 3 heures.

Ils ont entendu l'exposé de l'émir Fayçal, délégué du roi du Hedjaz.

Au retour de la Conférence

Nous avons eu la bonne fortune de surprendre S. A. l'émir Fayçal au moment où il venait d'entrer à son hôtel. De la meilleure grâce du monde, le prince nous a reçu.

Interprète du prince nous traduit, dès l'abord, un compliment de Son Altesse à la France, flambeau de la civilisation, et naturelle protectrice de l'indépendance des peuples, la France pour qui la nation arabe tout entière a autant d'amour que de respect.

Mais nous ne nous satisfaisons point de généralités, si flatteuses soient-elles. Nous nous excusons d'insister pour obtenir du prince des déclarations précises, susceptibles d'éclairer l'opinion française sur les aspirations des peuples arabes d'Asie Mineure, et sur les revendications personnelles du roi du Hedjaz.

Je suis heureux, nous dit l'émir, que vous me fournissiez une opportunité de répondre à vos questions. Je ne suis pas un homme d'Etat, mais un homme de cœur, et je ne puis que vous dire ce que je pense, et ce que je désire.

Le rôle et la mission de l'émir

Le Hedjaz, depuis déjà huit siècles, est une monarchie indépendante. Ce n'est point pour satisfaire des ambitions personnelles que le roi Hussein, mon père, est entré dans la guerre, aux côtés des alliés, et c'est uniquement pour affranchir de l'oppression turque ses frères de race arabe, en Asie Mineure.

Pendant la guerre, je n'ai pas eu d'autre titre que celui de général en chef des armées arabes du Nord, composées d'éléments volontaires, venus de Palestine, de Syrie, du Liban et de Mésopotamie.

Devant la Conférence de la paix, mon titre est celui de délégué de la monarchie libre du Hedjaz et de représentant accrédité des populations, que j'ai commandées, face à l'ennemi commun : le Turc, allié à l'Allemagne.

Le Hedjaz est intervenu dans le conflit, à l'heure où les fortunes de la guerre étaient le plus incertaines. Les Turcs protègent de leur supériorité initiale pour saccager notre pays et commettre les pires atrocités.

Tant au Hedjaz que dans les centres arabes de Syrie, de Mésopotamie, du Liban et de Palestine, plus de 350.000 de nos frères furent perdus, fusillés, ou déportés en Anatolie, où ils moururent d'épidémies, de faim ou de mauvais traitements.

Au cours des opérations en Syrie, où nos forces mobilisées atteignirent 100.000 hommes, nous avons eu 5.000 morts, 2.000 blessés et 7.000 soldats enlevés par la maladie.

Une civilisation qui renaît

Nous demandons à l'émir si, en compensation de tels sacrifices, le roi du Hedjaz escompte une restauration plus ou moins large de l'empire arabe de Syrie, dont la civilisation rayonna sur l'Asie, l'Afrique et une partie de l'Europe, où elle laissa des monuments merveilleux.

Le Hedjaz n'est point un royaume à qui l'on puisse reprocher des visées impérialistes ou militaristes. Ce serait nous faire un tort considérable que de nous prêter des arrière-pensées d'hégémonie dans le Levant. Nous n'ambitionnons pas de conquêtes territoriales.

Nous ne revendiquons pas notre chose que l'application aux populations arabes d'Asie Mineure du principe formulé par le

président Wilson sur le droit des peuples à leur gouvernement.

Ce principe, en l'occurrence, ne contraindrait-il point les influences diverses qui s'exercent ou cherchent à s'exercer en Syrie ?

Loi de contraindre ces influences, la libération des populations arabes, soustraites au joug turc, leur permettra de se développer pacifiquement, en évitant tout conflit qui pourrait résulter d'ambitions annexionnistes plus ou moins déguisées.

Mais les populations arabes de Syrie, libérées de la sorte, ne céderont-elles pas naturellement à l'attraction de la monarchie du Hedjaz ?

Nous ne nous posons point de questions de ce genre. Nous sommes tout simplement en défenseur de l'indépendance arabe, dans ce qui fut et qui ne peut ni ne doit plus être — l'empire turc, auteur de tant de ruines et de deuils ! Les populations arabes de Syrie choisiront librement la forme de gouvernement qui leur conviendra. Elles pourront, ensuite, se fédérer, selon les convenances d'intérêt et les affinités de races. Elles pourront même, lorsqu'elles auront évolué vers une civilisation supérieure, constituer une confédération arabe pacifique, appelée à devenir un facteur d'équilibre dans le Levant.

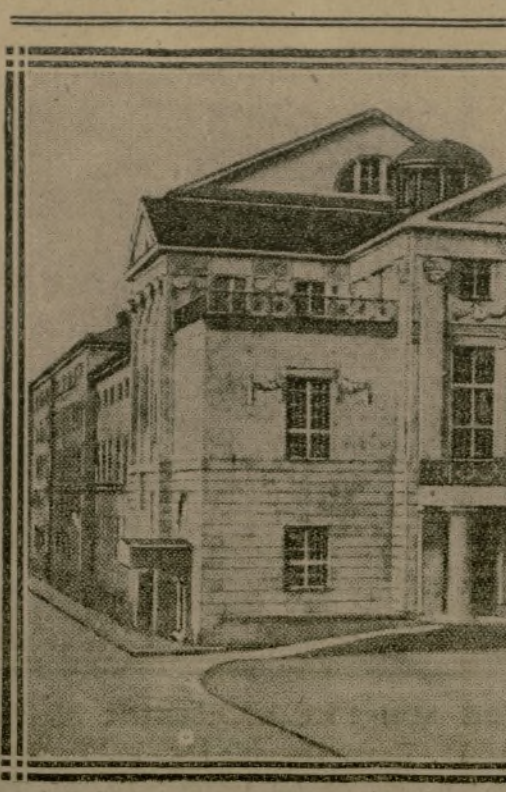
Il n'y a point, dans ce rêve, parfaitement réalisable, d'arrière-pensées d'impérialisme. Les représentants des grandes puissances l'ont compris, je pense, j'espère qu'elles donneront aux Arabes d'Asie Mineure la même indépendance dont jouissent les Grecs, les Serbes et les Bulgares, également délivrés de l'oppression turque.

Et l'émir Fayçal — qui n'est l'ambassadeur de nous faire servir le thé, qu'il prenait à l'anglais — nous assure, d'ailleurs, de la sincérité de son attachement à la France, à l'Angleterre, et aux principes du président Wilson. — MARCEL PAYS.

LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

La commission de législation internationale du travail, réunie hier matin, a décidé qu'après l'examen des articles du projet de convention établi par la délégation britannique le texte adopté serait soumis aux gouvernements représentés à la commission et que celle-ci procéderait ensuite à une nouvelle lecture du projet.

La commission a abordé l'étude du chapitre 1^{er} du projet, qui prévoit la question d'organismes généraux chargés d'assurer le progrès de la législation internationale du travail, organismes englobant obligatoirement tous les Etats membres de la Société des Nations. Les deux premiers articles ont été adoptés.



LE GRAND-THÉÂTRE DE WEIMAR, OU SIÈGE LA CONSTITUANTE — LE MONUMENT ET LA SALLE

LE PROBLÈME DE LA VIE CHÈRE

A LA CHAMBRE

on a discuté hier le nouveau projet contre les mercantis

Les modifications apportées par la Commission de législation civile.

DÉCLARATIONS DE MM. NAIL ET BORET

La Chambre a commencé hier, en lui appliquant la procédure d'extrême urgence, la discussion du projet ayant pour objet de renforcer les pénalités contre l'accaparement et la spéculation.

Comme nous l'avons indiqué, la commission avait apporté diverses modifications au projet du gouvernement. Elle avait, notamment, refusé de rendre facultative la compétence des conseils de guerre, décidée de limiter à l'amende la suppression du bénéfice de l'article 463 du Code pénal et de la loi de suris, renouée à introduire dans le projet une disposition permettant aux tribunaux de frapper, dans certains cas, le condamné de la peine accessoire de l'incapacité commerciale. Elle avait toutefois admis que, dans des cas très graves, et lorsqu'il y aurait récidive, le tribunal pourrait ordonner la liquidation du fond de commerce ou de l'entreprise.

Telles furent les conclusions que soutint son rapporteur, M. Maurice Viollette, non sans faire observer que la crise actuelle est surtout due à la crise des transports, et que ce n'est pas le projet qui ramènera, demain, le prix de la vie à un taux raisonnable.

Après avoir rappelé une déclaration de M. Boret : « Pas un dictateur, en France, ne serait capable, en ce moment, de faire respecter les taxes sur toute l'étendue du territoire », M. Pierre Laval contesta que le Code pénal soit insuffisant pour donner au pouvoir exécutif les moyens de sévir contre les spéculateurs.

Selon le député de la Seine, la procédure à laquelle le gouvernement a recouru ne peut que servir d'alibi devant l'opinion publique. Il n'y aurait, d'ailleurs, qu'un moyen de combattre la hausse du coût de la vie : ce serait de favoriser les groupements d'achats en commun, les coopératives.

A l'article premier, M. Nail, garde des Sceaux, exposa les vues du gouvernement.

La liberté commerciale étant la meilleure sauvegarde d'un bon régime économique, il y faut revenir au plus tôt. De là, les récentes suppressions de taxes décidées, les décrets qui remettent aux compagnies de chemins de fer l'exploitation de leurs réseaux, et l'abrogation de la réquisition en matière maritime. Mais comment le gouvernement pourrait-il s'interdire de poursuivre et de frapper les spéculateurs ?

M. Nail reconnut que l'aggravation des peines frappant les spéculateurs ne pouvait immédiatement faire baisser le prix de la vie.

Mais du moins, dit-il, elle permettra d'atteindre tout de suite efficacement les mercantis sans vergogne qui sont responsables des hauts prix dont tout le monde se plaint.

Intervention de M. Boret

M. Victor Boret, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, intervint pour déclarer à la Chambre qu'il était entièrement à sa disposition pour lui exposer sa politique. Il exprima cependant l'avis qu'il convenait de ne pas consacrer à cette question une séance spéciale.

Répondant aux deux ministres, M. Ernest Lafont qualifia le projet de « bluff dangereux ».

Depuis l'armistice, dit-il, on a petit à petit — et je crois que c'est une politique — rendu au commerce la liberté pour rendre aux spéculateurs la leur. La série de vos décrets libérateurs — celui du 4 janvier entre autres — est à cet égard tout à fait éloquent. Le régime de la liberté de se débattre, voilà ce que vous instiguez !

On discute longuement, pour les repousser en fin de compte, divers amendements. A 7 h. 30 du soir, la Chambre avait voté les deux premiers paragraphes de l'article premier, qui reproduisent textuellement ceux du projet gouvernemental et prévoient un emprisonnement d'un mois à trois ans et une amende de 500 à 50.000 francs les délits d'accaparement et de spéculation.

La discussion continuera cet après-midi, à signaler, au cours de la séance, un incident provoqué par le jet, par un spectateur placé dans une tribune, de papillons par lesquels les ouvriers du bâtiment et des travaux publics du département de la Seine réclamaient du travail.

Au cours de sa séance du matin, la Chambre avait adopté un projet de loi accordant aux petits retraités de l'Etat un relèvement d'indemnité temporaire, et le projet portant renouvellement, pour vingt-cinq ans, du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion. — LÉOPOLD BLOND.

LES RECHERCHES D'UN AMATEUR

M. Brémont, qui demande souvent, par la voie des journaux, à acheter, à Paris et en province, des gravures anciennes, de vieilles tapisseries et des meubles anciens, n'est pas un marchand, mais un véritable amateur qui paie fort cher les antiquités.

Il recherche non seulement les gravures anciennes françaises ou anglaises, mais toutes choses réellement authentiques pouvant meubler et décorer une installation.

Il suffit d'écrire à M. Brémont, à l'adresse de son pied-à-terre, à Paris, 269, rue Saint-Honoré.

SUR LA LIGNE DE L'EST

MYSTÉRIEUX ACCIDENT
DE CHEMIN DE FER

Dans le tunnel de Nanteuil, deux wagons allemands s'enflamment sous l'action des gaz délétères.

IL Y A 5 MORTS ET 16 BLESSÉS

La Compagnie de l'Est communiquait, hier matin, l'information qui suit :

Hier soir, vers 10 heures, au moment où le train 47, de Paris à Metz, allait s'engager dans le souterrain de Nanteuil, les voyageurs qui occupaient deux voitures allemandes, se trouvant incommodés par le dégagement subit de vapeurs épaisses, brisèrent les carreaux ; les voitures, dès la rentrée de l'air extérieur, prirent feu.

Quelques voyageurs affolés se précipitèrent hors du train qui avait stoppé sous le tunnel et descendirent sur la voie contiguë au moment de l'arrivée d'un train croiseur qui transportait des permissionnaires vers Paris.

On compte cinq morts, y compris deux militaires, et seize blessés, qui ont été conduits à l'hôpital de Chateau-Thierry, et dont huit sont soignés exclusivement pour intoxication.

L'embrasement des voitures n'est dû ni aux appareils d'éclairage ou de chauffage, ni à l'échauffement des essieux ; le dégagement des gaz délétères est encore inexplicable.

Les deux voitures ont pu être garées et ont été achevées de se consumer.

L'ENQUÊTE

Dès la nuit dernière, l'ingénieur en chef de l'exploitation, qui se trouvait dans le train 47, a interrogé plusieurs témoins. Tous les voyageurs entendus déclarent que l'incendie a été précédé d'émanations délétères et croient à la malveillance. Le nombre des victimes reste, après vérification, à peu près le même que celui donné le matin. Il y a cinq morts, cinq blessés et dix intoxiqués. Parmi ces derniers se trouvent des enfants en bas âge. Leur état est grave.

RÉCIT D'UN BLESSÉ

Un sergent du 151^e d'infanterie, M. Manas, récemment rapatrié d'Allemagne, et qui se rendait avec sa femme, à Cruzy (Meurthe-et-Moselle), avait pris place dans une 3^e classe du train Paris-Metz. Il raconte ainsi l'accident.

Notre compartiment était complet, avec un monsieur, une dame et leurs cinq enfants et un autre monsieur qui avait deux chiens. Dans le couloir, il y avait des militaires. Soudain, vers 10 h. 30, je sentis une vive chaleur qui se dégageait de dessous la banquette, et bientôt nous fûmes suffoqués par une épaiss fumée, tandis que se répandait une forte odeur de térahéline.

Les deux chiens se dressèrent, effrayés, puis retombèrent pour ne plus bouger, et les lampes s'éteignirent. Il y eut une minute d'effolement et je cherchai en vain à ouvrir la portière. Mais on avait entendu nos appels et tira le signal d'alarme. Le train stoppa et, comme nous descendions, nous entendîmes une explosion. En même temps, des gerbes de flammes enveloppèrent le wagon.

J'avais juste eu le temps de prendre dans mes bras deux pauvres enfants et de courir vers l'entrée du tunnel, vers la lumière, vers l'air. Les enfants avaient déjà leur petit visage tout noir, et je m'étais moi-même fait une entaille au poignet. Je me fis panser et regagnai Paris.

LES SECOURS

Ils furent rapidement organisés. Des équipes sanitaires furent envoyées de Chateau-Thierry et ramènèrent plusieurs blessés ou intoxiqués à l'hôpital de cette ville.

D'autres voyageurs, soignés sur place par un médecin-major, étaient ensuite envoyés dans un train de secours à destination de Paris.

LES HYPOTHÈSES

Il semble qu'il faille écarter l'hypothèse de l'imprudence pour adopter celle de l'attentat.

Mais, d'autre part, les wagons — tous les wagons — sont toujours minutieusement visités à l'arrivée et au départ. Les employés procèdent, d'abord, à une inspection, et au moment du nettoyage les compartiments sont fouillés de fond en comble. Tous les objets : bouteilles vides, paquets oubliés, bibelots perdus, cannes, parapluies, briquets, etc., sont recueillis et mis de côté. Les engins — si en fin il y a eu — n'ont donc pu passer inaperçus, si soigneusement qu'ils aient été dissimulés sous les banquettes.

Reste l'hypothèse d'un attentat machiné par une personne qui aurait choisi le moment du départ du train et aurait ensuite disparu.

Est-ce la vengeance d'un Allemand demeuré sur notre territoire, et qui aurait choisi, pour égarer les soupçons, un train allant à Metz au lieu d'en revenir ?

Peut-être. On remarque, en effet, que la fureur et l'arrogance de nos ennemis se réveillent au fur et à mesure que notre victoire apparaît plus sûre et plus ample.

C'est une des nombreuses questions auxquelles l'enquête répondra, si toutefois elle établit que l'on est bien en présence d'un attentat. Car il ne s'agit, jusqu'à présent, que de fragiles hypothèses.

DANS LE CABINET CLEMENCEAU

M. PAUL MOREL

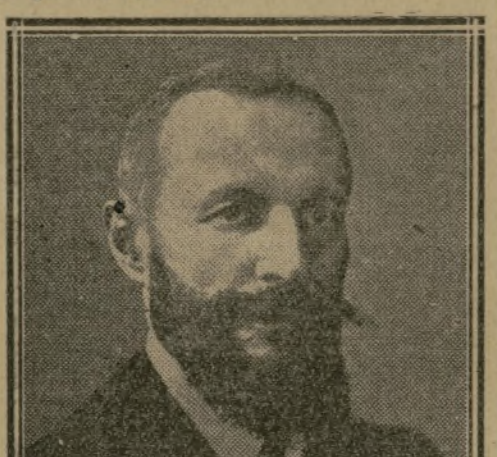
nommé sous-secrétaire d'Etat à la liquidation des stocks

Ce nouveau sous-secrétariat fait partie du ministère des Finances.

LA CARRIÈRE POLITIQUE DE M. MOREL

M. Clemenceau a soumis à la signature du président de la République un décret nommant M. Paul Morel, député de la Haute-Saône, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, et le chargeant, en cette qualité, de la liquidation des stocks de guerre, liquidation assurée jusqu'ici par un office créé le 26 décembre dernier et dirigé par un fonctionnaire.

M. Paul Morel, député de la Haute-Saône, le nouveau sous-secrétaire d'Etat à la Liquidation des stocks, appartient au groupe de la gauche radicale.



M. PAUL MOREL
(Phot. Henri Manuel.)

Maire de Vesoul, il siège à la Chambre depuis le 7 mars 1909. A quatre reprises, en 1912, il a fait partie du gouvernement : en 1912 et 1913, dans les ministères Poincaré, Briand et Barthou, comme sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, puis, récemment, en 1917, dans le cabinet Painlevé, comme sous-secrétaire d'Etat au Commerce.

M. Paul Morel est, d'ailleurs, un spécialiste des questions économiques et domaniales.

Au physique, un petit homme vif, aux cheveux grisonnants, à la barbe noire, au pas rapide, intervenant peu dans les discussions, mais toujours bref, clair et précis.

Né à Vesoul, le 20 septembre 1869, le nouveau sous-secrétaire d'Etat est âgé de cinquante ans.

Au Sénat

Après avoir fixé au 11 février la discussion des interpellations de MM. Henry Chéron, Debierre et Bersez visant le ravitaillement et la reconstitution des régions libérées, le Sénat a adopté, hier, le projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes.

Il a ensuite adopté le projet relatif à l'établissement d'un nouveau régime provisoire de l'alcool et à la création d'un office chargé d'appliquer ce régime, c'est-à-dire de l'achat et de la vente des alcools réservés à l'Etat et des opérations s'y rapportant.

A la demande de M. Savary, il a enfin fixé au jeudi 13 février la nomination de la commission d'instruction de la Haute Cour pour 1919. Il est, d'ailleurs, vraisemblable que les pouvoirs de la commission actuelle seront renouvelés.

Départ de M. Lloyd George

M. Lloyd George quittera Paris demain ; il séjournera deux ou trois semaines en Angleterre, où d'importantes affaires politiques vont être traitées.

En son absence, M. Balfour prendra la direction de la délégation anglaise à la Conférence.

Les événements du Portugal

LISBONNE, 6 février. — Officiel. — La situation est sans changement à Porto, Braga et Viana do Castelo.

Une colonne royaliste, qui a attaqué Miranda, le 2 février, à deux reprises, a été repoussée avec pertes. A l'autre extrémité, les douaniers de toute la ligne du Minho sont fidèles à la République.

Pillages à Vienne et à Linz

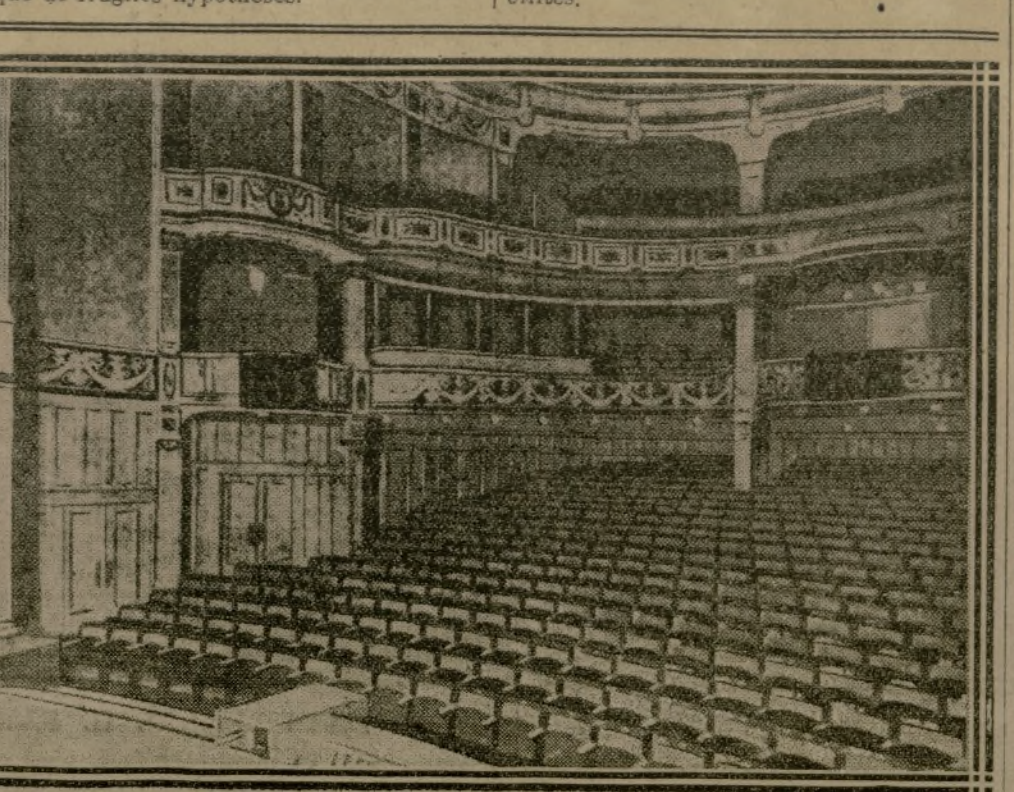
BALE, 6 février. — On mande de Vienne :

A la suite de la diminution de la ration hebdomadaire de viande à 400 grammes par tête, des manifestations se sont produites, mercredi à midi. Des magasins de denrées, des hôtels et des restaurants ont été pillés.

A Linz, les pillages continuent ; la garde populaire montée a dispersé les pillards. La loi martiale a été décrétée.

Les importations de tissus

M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, pour faciliter la reprise du commerce des tissus de laine et de coton, a décidé d'accorder, à partir du 1^{er} mars prochain, aux importateurs les plus grandes facilités.



LES CONTES D'EXCELSIOR

LA CHAMBRE CLOSE

PAR MAURICE LEVEL

— Monsieur, dit M. Otto Schnitzel, en ouvrant toute grande la porte de sa maison à l'officier français qui lui présentait un billet de logement, cette demeure est la vôtre.

Il avait revêtu, pour accueillir le vainqueur, sa redingote de cérémonie; Mme Schnitzel portait sa robe de soie mauve, avec col et poignets de dentelle, qui lui donnait un air de ressemblance avec l'impératrice Augusta.

Depuis la veille, ils préparaient cette réception et en avaient fixé les moindres détails. Leur attitude était digne; leur regard modeste. Des fleurs artificielles ornaient les vases en cuivre martelé de Vienne, le plancher luisait de laque; les tapis, le poêle de faïence rouillée, comme si les objets eux-mêmes avaient voulu offrir la soumission de leur honneur, la pendule, après avoir sonné sur un ton grave le carillon de Nuremberg, frappa les douze coups de midi.

— J'espère et je souhaite, monsieur le capitaine, reprit M. Otto Schnitzel, après avoir fermé la porte, que vous vous trouvez bien ici. Nous sommes de simples bourgeois; nous avons nos petites habitudes; mais si elles doivent, si peu que ce soit, gêner les vôtres, nous sommes prêts à les changer.

— Votre maison reste votre maison, répondit l'officier; pourvu que j'y aie une chambre, je n'en demande pas davantage.

M. Schnitzel arrêta d'un geste déferent: — Vous pouvez tout exiger, vous nous trouvez prêts, dans la mesure du possible, et même au delà, à nous incliner devant vos ordres. Permettez que je vous débarrasse. Oserai-je vous offrir, en signe de bienvenue, un verre de vin du Rhin?

— Non, merci.

Mme Schnitzel déprima; M. Schnitzel n'insista pas.

Il faisait froid; la terre durcie sonnait sous les pas des passants; l'officier jeta un coup d'œil sur la rue.

— C'est la « Sieges Allee », l'Allée de la Victoire... comme nous l'appelions autrefois, dit M. Schnitzel. Et il ajouta avec un sourire obligeant:

— Vous y aurez vue par les fenêtres de votre chambre, si toutefois vous voulez bien accepter celle que nous vous destinons. Au cas où vous en préféreriez une autre, nous nous ferons un devoir de la mettre à votre disposition. Si vous plaît d'y jeter un coup d'œil?

L'officier regarda autour de lui et se déclara entièrement satisfait.

— Je vais vous montrer les autres, poursuivit M. Schnitzel. La maison vous appartient.

Il fit visiter ainsi successivement le salon, la salle à manger, son cabinet de travail, sa propre chambre à coucher, renouvelant son offre dans chaque pièce:

— Si celle-ci vous plaît davantage?

Enfin, il s'arrêta devant une porte close, chercha une clé dans sa poche, l'introduisit dans la serrure et dit d'une voix grave:

— Ici, la chambre de mon fils. C'est le moins grand, ce n'est pas mieux décoré, mais j'ose assurer qu'elle nous est plus chère que toute autre: notre fils a été tué dans les premiers mois de cette malheureuse guerre.

Mme Schnitzel baissa les yeux; M. Schnitzel prit un temps et conclut:

— Elle est, malgré cela, à votre disposition comme les autres.

— Monsieur, dit l'officier, la chambre que vous m'avez donnée me convient parfaitement. Après quatre années de campagne, un lit, quel qu'il soit, me suffit. Nous ne venons pas en Allemagne pour troubler le repos des habitants paisibles, mais seulement pour assurer l'exécution des clauses d'armistice. En France, c'est ainsi que nous comprenons l'occupation.

— So, so, murmura M. Schnitzel.

Puis, confus d'avoir pensé tout haut dans sa langue, il reprit en français:

— Je vous ai, monsieur l'officier, une gratitude certaine; il nous est doux, à ma femme et à moi, de rester quelquefois dans cette chambre, d'y réfléchir, et puisque vous me permettez d'en conserver la clé...

— Je vous en prie.

L'officier s'installa, et la vie commença tranquille, monotone. Chaque fois qu'il le croissait, M. Schnitzel s'enquerra de ses moindres désirs:

— Vous n'avez besoin de rien? Demandez tout ce qui vous plaît...

Quand des soldats passaient, musique en tête, il regardait, derrière le rideau levé, et soupirait:

— Vous avez de belles troupes!...

Jamais une parole déplacée ne lui échappait; il semblait accepter la défaite avec une fatalité d'Oriental — mieux encore: comme la juste punition d'une faute, dont lui et ses compatriotes portaient la responsabilité. Une ombre d'amertume ne glissait dans sa voix que s'il parlait des privations subies, et de celles qu'il faudrait subir encore. Dans ces moments il était vraiment pitoyable.

— Ici, nous vivons, jadis, dans l'abondance; maintenant, rien, ou presque... Un peuple habitué à manger à sa faim souffre de se restreindre. Ah! nous payons plus cherément qu'il n'y paraît, car nous n'apercevons pas la fin de nos misères. Votre ordonnance nous a donné, l'autre jour, une boîte de conserves, nous nous en sommes régalés. Vos soldats sont bien nourris! Je tâche de ne pas trop laisser voir ma tristesse, mais il y a des moments...

Il saluait, prenait dans sa poche la clé de la chambre de son fils, et soupirait:

Quand nous avons le cœur trop gros, ma femme et moi, nous allons là...

Une grande tristesse pesait sur la maison. Carlotta, la servante, qui chantait en assistant ses cuivres, se taisait, le seul de sa cuisine franchi. M. Schnitzel et sa femme avaient repris leurs vêtements sombres et passaient de longues heures dans la chambre du défunt. Lorsque, par hasard, l'officier les rencontrait au moment où ils allaient y pénétrer, il se hâtait de rentrer chez lui, pour ne pas troubler leur recueillement; eux-mêmes s'arrêtaient, avec des regards résignés et un tremblant sourire.

Or, un jour qu'il était revenu plus tôt que de coutume, l'officier fut surpris de trouver ouverte la porte toujours soigneusement fermée; et, comme il tournait machinalement la tête, il vit M. Schnitzel qui en sortait, les mains chargées d'un gros jambon, une bouteille de vin sous chaque bras.

— Quelques petites choses que nous avons oubliées... expliqua le bon bourgeois.

Il avait dit cela d'un ton si hésitant que l'officier s'arrêta. Dans le même instant, un

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

LA CONFÉRENCE DE PRINKIPO

EN ALLEMAGNE

LA RÉPONSE DE LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS EST PARVENUE AUX GOUVERNEMENTS ALLIÉS

L'ASSEMBLÉE NATIONALE SE REUNIT A WEIMAR

M. Tchitcherine formule les concessions que le Conseil des commissaires du peuple est disposé à consentir.

Les majoritaires proposeront Ebert comme présidence provisoire de la République et Scheidemann comme chancelier.

Le radiotélégramme qui fait connaître la réponse officielle du gouvernement des Soviets russes à l'invitation des grandes puissances, en vue d'une conférence à Prinkipo, est signé de Tchitcherine, commissaire du peuple pour les Affaires étrangères, et daté de Moscou, 4 février. Il est adressé aux gouvernements des cinq grandes puissances.

Les principaux passages de ce document sont les suivants:

« Malgré la situation de plus en plus favorable dans laquelle il se trouve au point de vue militaire, ainsi qu'au point de vue intérieur, le gouvernement soviétique russe n'accepte pas la conclusion d'un accord qui mettrait fin aux hostilités, qu'il est prêt à entrer immédiatement en pourparlers dans ce but, et même, ainsi qu'il l'a déjà souvent déclaré, à acheter cet accord au prix de sérieux sacrifices.

« Etant donné l'importance toute spéciale que les gouvernements de l'Entente attachent à la question des emprunts, le gouvernement soviétique se déclare prêt à céder sur ce point aux demandes des puissances de l'Entente.

« Le point sur lequel pourraient porter les négociations avec les puissances de l'Entente est celui des cessions de territoires. Le gouvernement soviétique russe n'étant point décidé à exclure à tout prix de ces négociations l'examen d'annexions éventuelles de territoires russes par les puissances de l'Entente.

« L'importance des concessions envisagées par le gouvernement soviétique russe dépendra de sa situation militaire vis-à-vis des puissances de l'Entente, qui, dans la période actuelle, va chaque jour s'améliorer.

« Sur le front Nord, les troupes soviétiques viennent de reconquérir la ville de Chenkoursk.

« Sur le front Est, ayant momentanément perdu Perm, elles ont reçu (sic) Pereoufa, Oufa, Sterlitamak, Bielebey, Orenbourg et Oursk.

« Les communications avec l'Asie Centrale par voie ferrée se trouvent maintenant entre leurs mains.

« Le remarquable affermissement de la situation intérieure de la Russie soviétique est démontré par les négociations entamées avec le gouvernement soviétique par les membres de l'ex-Constituante.

« L'amélioration des rapports du gouvernement soviétique avec les éléments de la société russe hostile jusqu'à présent est caractérisée par le changement d'attitude des mencheviks, dont la conférence a protesté contre l'intervention de l'Entente et dont l'organe, le *Vpered*, paraît librement à Moscou.

« La détente générale à l'intérieur se

marque par l'abolition des commissions extraordinaires des districts.

« Les mensonges, enfin, de la presse étrangère, concernant des prétendus désordres à Petrograd et autre part, sont de pure invention.

« Tout en faisant remarquer, encore une fois, que la situation dans laquelle il se trouve devra nécessairement influencer sur l'ampleur des sacrifices auxquels il consentira, le gouvernement soviétique russe maintient néanmoins sa proposition de négociation.

« Quant aux plaintes souvent exprimées dans la presse des pays de l'Entente relative à sa propagande révolutionnaire internationale, le gouvernement soviétique russe, tout en indiquant l'impossibilité pour lui de limiter la liberté de la presse révolutionnaire, se déclare prêt, le cas échéant, à inclure, dans un accord général avec les puissances de l'Entente, l'engagement de ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures.

« Sur les bases indiquées, le gouvernement soviétique russe est disposé à entrer immédiatement en négociations dans l'île des Princes, ou dans quelque autre endroit que ce soit, avec toutes les puissances de l'Entente, ou avec certaines d'entre elles séparément, ou bien encore, avec quelques groupements politiques russes, conformément à la demande des puissances de l'Entente.

« Le gouvernement des Soviets prie les puissances de l'Entente de lui faire connaître sans retard le lieu où ses représentants doivent se rendre, ainsi que la date de la rencontre et la voie à suivre.

Nous avions fait connaître, dès hier, à nos lecteurs, l'essentiel de ce document. La réponse du gouvernement des Soviets à l'Entente sera examinée par la Conférence. Il est difficile de présumer la suite qui pourra lui être donnée.

L'opinion qui prévalait hier soir dans les milieux diplomatiques français était que le principe de négociations avec les bolcheviks ne paraissait pas acceptable. En effet, c'est à tous les gouvernements existant en Russie que les cinq grandes puissances ont adressé l'invitation de se rendre à Prinkipo. La République des Soviets n'étant point de sa liste, la condition de la rencontre se trouve-t-elle encore remplie?

D'autre part, on fait les plus expresses réserves quant à la sincérité et à la valeur des concessions auxquelles les bolcheviks se montrent disposés. Notamment, en ce qui concerne le service des emprunts, on fait remarquer que l'état d'anarchie économique et de ruine de la Russie rend cette promesse bien théorique.

Les Polonais avancent en Posnanie

GENÈVE, 6 février. — On mande de Breslau à la *National Zeitung* de Bâle que les Polonais ont occupé la ville de Rawicz et la région avoisinante aux confins sud-ouest de la Posnanie.

La conférence de Berne

Le débat sur les responsabilités de la guerre est ajourné

BERNE, 6 février. — M. Branting a donné lecture de la déclaration des majoritaires allemands et de la résolution adoptée à l'unanimité par la commission des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Quant à la résolution, elle prend acte de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle Allemagne et compte à un futur congrès international le soin de porter le jugement de l'Internationale sur la question des responsabilités.

Par leur déclaration, les majoritaires allemands répudient tout le vieux système responsable de la guerre.

Les aviateurs Coli et Rogét reçus à l'Aéro-Club

L'Aéro-Club de France a reçu, hier soir, le capitaine Coli et le lieutenant Rogét, qui, on s'en souvient, ont traversé la Méditerranée aller et retour. Le général Bailloud leur a exprimé l'admiration de leurs camarades et leur a remis, au nom de l'Aéro-Club, une plaque commémorative.

M. Besançon, secrétaire général de l'Aéro-Club, a remis ensuite la médaille d'or de l'Aéro-Club, pour la chasse: au lieutenant Marinovitch, pour l'observation; au commandant Waleau, pour le bombardement; au lieutenant Dagnaux, pour l'aérostation; au lieutenant Magnan, pour l'exploration; au lieutenant Vuillemin, pour la reconnaissance; au lieutenant Fonek, en outre, de la médaille d'or, une grande plaque de vermeil.

Le général Bailloud a félicité le lieutenant Fonek de la mission en Amérique que le gouvernement lui a confiée.

Relèvement des tarifs des autobus et tramways à partir de demain

Le *Journal officiel* publie ce matin les décrets portant relèvement temporaire des tarifs des tramways et omnibus du département de la Seine et des chemins de fer nogaistes.

L'application des nouveaux tarifs sera effectuée un jour après la publication des décrets, c'est-à-dire dès samedi matin.

Il n'est rien changé aux tarifs du Métropolitain et du Nord-Sud.

Les événements du Portugal

LISBONNE, 6 février. — La situation dans le Nord est sans changement.

Chaves n'est pas encore attaquée par les royalistes.

Tous les véhicules et animaux de traction sont mobilisés à Lisbonne.

Deux hydravions républicains ont bombardé et endommagé le chemin de fer d'Espinho à Granja; ils ont lancé des proclamations sur Porto et sont rentrés indemnes à l'aérodrome d'Aveiro.

Le scrutin municipal de Paris sera-t-il modifié?

La commission du suffrage universel de la Chambre a reçu, hier, une délégation du bureau du Conseil municipal de Paris qui venait l'entretenir de la réforme du scrutin pour les élections municipales de Paris. On sait qu'il est question de substituer à l'élection des conseillers municipaux par quartier un système divisant Paris en sections comprenant plusieurs arrondissements, avec scrutin de liste.

NOUVELLES BRÈVES

Sur la proposition de M. Paul-Baudin, conseiller général, le conseil municipal de Montargis a décidé, à l'unanimité, de donner les noms du président Wilson et de Jean Jaurès à deux des principales avenues de la ville.

Sont nommés préfets: de Constantine, M. Duvernoy, préfet de l'Ardeche; de l'Ardeche, M. Goubiet, secrétaire général du gouvernement de l'Algérie, non installé. Est nommé secrétaire général du gouvernement de l'Algérie: M. Bordes, préfet de Constantine.

On annonce de Madrid que le Sénat a voté définitivement le projet de chemin de fer frontière de la France à Algésiras.

UNE AVENTURE NOUVELLE DE SHERLOCK HOLMES

LA VALLÉE DE LA PEUR

Roman inédit

par

CONAN DOYLE

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉCUMEURS

V. — L'heure sombre (Suite.)

— Très bien, dit le Maître, serrant la main de Mac Murdo. Je m'en remets à vous. Quel beau jour que celui où vous nous arrivez avec la grande nouvelle! C'est le pied toutes les Compagnies.

Mac Murdo réfléchit longtemps et profondément à la mission dont il se trouvait ainsi chargé. La maison qu'il devait faire sauter était située à quelque cinq milles de là, dans une vallée voisine. Il partit seul, cette nuit même, pour préparer l'attentat, et la lumière était déjà haute quand il revint de sa reconnaissance. Le lendemain, il eut un entretien avec ses subordonnés, Manders et Reilly, deux gamins impatients, heureux comme à l'idée d'une partie de chasse. Enfin, le surlendemain, ils se rencontrèrent hors de la ville, armés tous les trois, et l'un d'eux portait un grand sac contenant de la poudre de carrière. Vers deux heures du matin, ils atteignirent la maison solitaire. Le vent soufflait, des nuages défilés couraient sur la face de la lune, qui était presque dans son plein. On les avait prévénus de se méfier des chiens; aussi n'avaient-ils qu'avec prudence, le pistolet en main, le doigt sur la gâchette. Mais il n'y avait pas d'autre bruit que la plainte du vent, d'autre mouvement que le frisson des branches. Mac Murdo tola son oreille à la porte: tout semblait reposer à l'intérieur. Alors, il appuya au montant le sac de poudre, et il y fit un trou avec son couteau, et il y ajusta la mèche. Le feu mis, ses deux compagnons et lui débâtèrent à toutes jambes pour se blottir dans un fossé. Un explosion et le fracas d'un écroulement leur apprirent que la besogne était faite. Les anneaux sanglants de la société n'avaient jamais eu à enregistrer de prouesse plus expéditive. Hélas! ce chef-d'œuvre d'organisation et d'audace avait été conçu et exécuté en pure perte: averti par trop d'exemples, et se sachant voué à la mort, Chester Wilcox avait fui, la veille, avec sa famille, pour chercher un asile plus sûr, plus ignoré, où il pût se mettre sous la protection de la police. On n'avait fait sauter qu'une maison; le vieux porte-drapeau du temps de la guerre continuait d'inculquer la discipline aux mineurs de l'Iron Dyke.

— Qu'on m'abandonne cet homme, dit Mac Murdo, il m'appartient. Dussé-je attendre un an, j'aurai mon heure.

La loge, par un vote unanime, lui manifesta sa confiance et sa gratitude. Mais l'affaire parut en rester là. Mais tout le monde savait que Mac Murdo résolu de la pousser jusqu'au bout. Quelques semaines plus tard, Wilcox fut tué d'un coup de feu dans une embuscade.

Tels étaient les procédés des Hommes Libres. C'est ainsi que les Écumeurs gouvernaient par la crainte le vaste et riche district que depuis tant d'années ils infestaient de leur présence. Pourqu'ils soulevaient ces pages du récit d'autres crimes?

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

— Bien sûr.

— Je n'oublie pas que je vous ai déjà ouvert mon cœur, et que vous n'en avez rien dit à personne, même quand vous avez eu à subir un interrogatoire du Maître.

N'en ai-je pas assez dit pour faire connaître ces hommes? Leurs exploits sont écrits dans l'histoire; il y a des comptes rendus où l'on peut en lire les détails. Qu'on s'y reporte, si l'on veut se renseigner, par exemple, sur le meurtre des policiers Hunt et Evans, tués pour avoir osé mettre la main sur deux membres de la loge de Vermissa, qui n'hésita pas à exécuter de sang-froid deux malheureux sans armes. On y verra aussi la mise à mort de Mrs Larbey pendant qu'elle soignait son mari, assommé par l'ordre de Mac Ginty; le vieux Jenkins et son frère, James Murdoch, que l'on mutila; la famille Staphouse, qu'on fit sauter; les Stendals;

